

FAUT-IL VRAIMENT CONSTRUIRE

Un rapport, sorti au lendemain de la démission de Nicolas Hulot, préconise la construction de six nouveaux EPR dès 2025. Dans un contexte d'urgence climatique, et à l'aune de l'annonce de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la question du renouvellement du parc nucléaire s'annonce d'autant plus pertinente que les installations actuelles sont vieillissantes et que d'autres technologies compétitives bouleversent le marché.

propos recueillis par Amélie Drouet



VALÉRIE FAUDON

Déléguée Générale de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) et Vice-Présidente de l'European nuclear society (ENS)

« UN SOCLE NÉCESSAIRE »

La question c'est « a-t-on besoin de nucléaire en 2050 ? » Si la réponse est oui, alors il faut se préoccuper du renouvellement du parc nucléaire, parce que l'actuel n'ira pas dans sa totalité jusqu'en 2050.

Décarboner l'électricité

Dans tous les scénarios de neutralité carbone, qui permettent d'atteindre les objectifs climatiques de 1,5 °C ou 2 °C, il y a un socle important de nucléaire en Europe et en France à l'horizon 2050. L'une des institutions qui fait autorité sur le sujet, l'Agence internationale de l'énergie, rattachée à l'OCDE, publie des scénarios signés

par les Allemands et les Autrichiens, des pays réputés pour leur hostilité à l'égard de l'énergie nucléaire. En France, la loi sur la transition énergétique proposait de passer de 75 à 50 % de nucléaire d'ici 2025, une date repoussée, car pour l'atteindre, il aurait fallu garder les 4 centrales à charbon en exploitation, et construire 20 centrales à gaz, cela au détriment du climat et de la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre.

Préférer le déchet nucléaire aux énergies fossiles

Aujourd'hui en Europe, la moitié de l'électricité est encore produite à partir d'énergies fossiles. En marchant dans la rue, nous respirons les déchets de cette industrie, qui s'accumulent sous forme de particules fines dans l'air, responsables de 48 000 décès prématurés chaque année en France. Le nucléaire permet de réduire ces émissions. Le combustible nucléaire étant extrêmement dense, ses déchets sont naturellement peu volumiques. Et surtout, ils sont confinés dans des emballages de sorte qu'ils ne soient pas en contact avec la biosphère et les populations. Pour éliminer les sources fossiles, comme le charbon ou le gaz, de la production d'électricité, nous avons besoin des renouvelables et du nucléaire.

Assurer la disponibilité

Bien sûr, il y aura une montée de technologies alternatives. La combinaison des renouvelables et des batteries de stockage est appelée à prendre une

part de plus en plus croissante du mix énergétique. Cependant, nous aurons toujours besoin d'un socle nucléaire pour assurer la production d'une électricité bas carbone et disponible 24h/24. Il sera composé en partie des centrales existantes (58 réacteurs, 63 GW) et de nouveaux réacteurs. C'est pourquoi il est nécessaire de commencer à renouveler une partie du parc nucléaire dans les prochaines années.

Renouveler le parc et les compétences

L'exploitant (EDF) a engagé un vaste programme industriel de rénovation de ses installations nucléaires : le « Grand carénage ». Les scénarios européens estiment que la France aura besoin d'au moins 40 GW de nucléaire en 2050. Il faudrait donc construire entre 15 et 20 EPR entre 2030 et 2050. En passant à la troisième génération de réacteurs (EPR), nous avons été confrontés à de nouveaux défis que nous n'avions pas anticipés, tant à Flamanville qu'ailleurs dans le monde. Nous avons arrêté de construire des réacteurs en France pendant 15 ans et il était nécessaire de remettre à niveau la chaîne industrielle pour ce type de chantier. Avec le démarrage des premiers EPR, ces défis sont en passe d'être surmontés. Avec ses 220 000 professionnels répartis dans 2 600 entreprises, la troisième filière industrielle française se tient prête pour écrire une nouvelle page de son épopée.

SIX NOUVEAUX RÉACTEURS NUCLÉAIRES ?

YVES MARIGNAC

Porte-parole de l'association négaWatt et directeur du service d'études et d'information sur l'énergie WISE-Paris

« UN LEVIER GÉOPOLITIQUE VOUÉ À L'ÉCHEC ÉCONOMIQUE »



Pour moi, c'est un rapport dont le lobby nucléaire a imposé la commande au gouvernement pour argumenter sur le maintien de la capacité nucléaire. Avec cette nouveauté d'assumer que nucléaires civil et militaire ne sont pas séparés. Comme par hasard, au moment où le nucléaire civil fait débat, il est maintenant déclaré nécessaire au maintien de nos capacités militaires.

Les renouvelables ont gagné la compétition de l'électricité bas carbone

L'industrie nucléaire affirmait, il y a quelques années encore, que les renouvelables ne pouvaient être qu'un complément au nucléaire, la seule énergie capable de fournir massivement de l'électricité décarbonée. Aujourd'hui, ce discours a évolué vers : « le nucléaire est un complément indispensable aux renouvelables ». Le rapport de force s'est inversé : mondialement, les renouvelables ont gagné la compétition de l'électricité bas carbone. Il y a 15 fois plus d'investissements dans ce secteur et le rapport spécial du GIEC de début octobre montre que :

- certes la plupart des scénarios 1,5 °C prévoient une augmentation de la part du nucléaire,
- mais pas tous : il existe des scénarios 1,5 °C avec une baisse du nucléaire,
- et surtout, tous les scénarios misent sur un développement massif des renouvelables, majoritaires dans l'électricité, jusqu'à 90 voire 100 %, à l'horizon 2050.

Pas besoin de nouveaux réacteurs

Puisqu'on sait dessiner, en France et ailleurs, des scénarios de neutralité carbone, comme celui de négaWatt (voir DD33, p. 42, ndlr), avec une fermeture des derniers réacteurs en 2035, il n'y a aucune obligation d'en reconstruire, d'un point de vue climatique. Cela crée une difficulté pour la France, qui hérite d'un système extrêmement nucléarisé (75 % de la production électrique). La tentative de préempter des choix de reconstruction de réacteurs s'inscrit dans la stratégie défensive du nucléaire par rapport à une dynamique qui lui est d'autant plus défavorable que :

- son parc actuel vieillit,
- l'opinion publique aspire à une transformation du modèle (deux tiers des Français préféreraient un investissement dans les renouvelables),
- la capacité industrielle est déjà perdue (même si l'industrie peut espérer gagner 15-20 % par retour d'expérience, les EPR de Flamanville ou de Finlande ont atteint des coûts stratosphériques),
- et les implications politiques de poursuivre ce programme, du point de vue de l'évolution du prix de l'électricité en France et sur le marché européen, ne sont ni justifiables, ni tenables.

Résistance à la transformation

La seule raison valable a été donnée par Jean-Bernard Lévy (PDG d'EDF, ndlr) à l'Assemblée nationale en juin dernier : « EDF doit construire des nouveaux réacteurs comme le cycliste doit pédaler pour tenir debout ». Le parc nucléaire devenant générateur de dépenses (maintenance, démantèlement), la seule issue envisageable pour son exploitant est d'investir dans des réacteurs pour financer ces charges croissantes. À un niveau plus symbolique, dans l'inconscient du collectif et des décideurs, subsiste un récit de puissance française autour du nucléaire auquel il est difficile de renoncer. Le levier de la poursuite du nucléaire pour des raisons de sécurité et d'influence géopolitique reste fort. Parler de transition énergétique, c'est envisager de se projeter dans un nouveau système et d'abandonner l'ancien. Forcément, les intérêts existants résistent à ce changement. Avec négaWatt et d'autres, nous avons apporté la démonstration de la faisabilité technique de la transition énergétique, et sa désirabilité d'un point de vue environnemental, social et économique. Mais on se heurte à une capacité du politique à faire.